

CE MONDE QUI BOUGE

Hosni Moubarak,
la revanche ?

«La révolution se débat, Moubarak sourit», titrait le quotidien indépendant *Al-Chourouq*. Curieux retournement. Il y a deux ans, personne n'aurait parié une livre égyptienne, même dévaluée, sur l'ancien chef d'Etat égyptien. La rumeur le disait malade, déprimé, mourant. En



Par Hassane Zerrouky 2012, soigné pour des problèmes cardiaques et d'hypertension, il était donné «cliniquement mort» par l'agence officielle Mena. Et dimanche, le raïs qui a comparu devant le tribunal du Caire pour un nouveau procès — en janvier, la Cour de cassation a annulé pour vices de procédure les verdicts de juin 2012 contre lui et ses coaccusés — est apparu au mieux de sa forme, portant des lunettes de soleil, souriant et saluant de la main ses partisans présents au tribunal, donnant de lui l'image d'un homme en train de savourer sa revanche. C'est que les Frères musulmans et leurs alliés salafistes, qui dirigent aujourd'hui l'Égypte, ne sont pas, eux, au mieux de leur forme : ils sont confrontés à une situation socio-politique des plus préoccupantes.

Pas un jour ne passe sans que des milliers de manifestants hostiles au pouvoir du président Mohamed Morsi n'affrontent les forces de police sur la place Tahrir ou aux alentours du palais présidentiel au Caire, mais aussi à Alexandrie, Port-Saïd, la ville ouvrière de Mahalla dans la vallée du Nil. A quoi s'ajoutent ces affrontements interconfessionnels entre coptes et «musulmans» faisant plusieurs morts mais qui dans le contexte actuel apparaissent comme des contre-feux allumés par certaines parties pour détourner l'attention des problèmes auxquels le pouvoir égyptien fait face, et comme moyen de diversion pour faire oublier la gravité de la crise sociale.

Au plan financier, la situation est grave. L'Égypte, estiment certains analystes locaux, est au bord de la faillite. Le tourisme et les IDE (investissements directs étrangers) sont en chute. Les réserves de

change ont fondu, passant de 36 milliards à moins de 16 milliards de dollars. Le déficit budgétaire s'est creusé de 10% tandis que la livre égyptienne, la monnaie nationale, perd chaque jour de sa valeur : le dollar s'échange désormais contre huit livres. Le chômage s'accroît et la paupérisation s'étend. Qui plus est, afin d'arrêter l'hémorragie financière, les sorties d'argent des banques ont été plafonnées. A quoi s'ajoutent des hausses de prix des denrées de base, du gaz et de l'électricité et une pénurie touchant divers produits y compris les médicaments et l'essence. Et comme si cela ne suffisait pas, les Égyptiens sont confrontés à des pannes de courant récurrentes !

Le temps où les Frères musulmans clamaient «l'Islam est la solution» semble donc bien loin. Voilà donc les «frères monuments» comme les appelait Kateb Yacine, contraints de faire appel de nouveau au FMI. Ce dernier avait consenti en novembre dernier un prêt conditionnel de 4,8 milliards de dollars. Le jugeant insuffisant, le gouvernement islamiste lui demande de l'augmenter à hauteur de 7 milliards de dollars. Le Fonds monétaire n'est pas contre à la condition que l'Égypte mette en application le plan d'austérité qu'il lui a recommandé, à savoir une réduction des subventions aux denrées de base et au gaz, adossée à une augmentation des taxes sur l'électricité et les produits importés. Accepter d'appliquer de telles mesures à quelques mois du Ramadan et, surtout, de la tenue des élections législatives prévue à l'automne prochain, achèverait ce qui reste du peu de crédit dont disposent encore les «Frères» auprès de leur électoral qui, rappelons-le, ne représente qu'à peine 20% des électeurs en âge de voter !

Appelé à la rescousse, le Qatar, qui a déjà mis la main à la poche en octroyant 5 milliards de dollars de prêts à Morsi sur cinq ans, a annoncé qu'il allait acheter pour trois milliards de dollars d'obligations égyptiennes. La Libye a également fait un geste en lui octroyant un prêt de 2 milliards de dollars sur 5 ans. Et ce vendredi, il sera à Moscou où il escompte une aide de la Russie.

Reste à savoir si ces aides cumulées seront suffisantes pour sauver le soldat Morsi et ses troupes islamistes de la débâcle politico-financière dans laquelle se trouve l'Égypte.

H. Z.

SES INTÉRÊTS DANS LA RÉGION L'EXIGENT Le gouvernement américain veut en finir avec la question sahraouie

En perte de vitesse depuis un certain temps déjà et devenant de plus en plus aphone, la diplomatie algérienne reçoit un coup de pouce providentiel qui devrait l'aider à régler l'une des questions les plus sensibles à sa charge : la décolonisation du Sahara occidental.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le gouvernement américain avait, en effet, soumis au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution élargissant le mandat de la mission des Nations unies pour le Sahara Occidental (MINURSO) au respect des droits de l'Homme. Une conjoncture heureuse que l'Algérie doit à l'activisme de Christopher Ross mais aussi à la volonté du gouvernement américain d'en finir avec ce dossier avant la fin du deuxième mandat d'Obama.

Cette rupture dans l'évolution de la question sahraouie était ainsi un coup de tonnerre au-dessus du royaume chérifien qui, faut-il le souligner, a réagi de manière pas très diplomatique. «La réaction du Maroc était très méchante», a estimé Rachid Grim. Selon ce politologue, en dépit du fait qu'il soit un partenaire privilégié des Etats-Unis, son attitude quant au règlement du conflit au Sahara Occidental pose problème pour cette puissance occidentale. D'abord, parce

qu'il ne veut pas ou les pays dits du «champ» ne veulent pas l'intégrer dans leur initiative de lutte contre le terrorisme au Sahel alors qu'il en est un acteur clé. Et, ensuite parce qu'elle bloque le projet de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Chose qui va à l'encontre des intérêts stratégiques des Etats-Unis dans la région, ceux économiques surtout, qui s'accroissent peu avec l'instabilité ambiante.

Considéré par l'administration américaine comme un «allié arabe modéré, supporter bienvenu de la guerre globale contre le terrorisme, acteur constructif dans le processus de paix israélo-palestinien et leader arabe pour les efforts de démocratisation et de réforme», il le restera néanmoins selon Rachid Grim et l'introduction de ce projet de résolution ne remettrait certainement pas en cause ce statut privilégié. «Il n'y a dans cette relation que ce petit problème du Sahara Occidental qui ne risque pas de l'ébranler outre mesure», a-t-il expliqué. Ce



Christopher Ross.

n'est, en tout cas, pas le résultat du lobbying de l'Algérie. «Je pense que c'est une victoire de Ross qui a su convaincre le gouvernement américain plutôt que l'effet de la diplomatie algérienne. Le conflit est là depuis plus de 30 ans et les tractations entre les deux pays n'ont pas fait évoluer le statu quo. Or, il est dans la nature des choses qu'il y ait une rupture. Elle est venue de la part des Etats-Unis. Et c'est une bonne chose», a-t-il établi. Et d'ajouter : «Le gouvernement américain veut clore ce dossier avant la fin du mandat d'Obama».

Le renouvellement du mandat de la Minurso est pour

bientôt et le Conseil se sécuriser n'a pas encore examiné la proposition américaine.

Elle a provoqué un incident diplomatique entre les deux alliés et l'annulation de l'exercice African Lion, une manœuvre militaire traduisant la coopération militaire entre eux. Une coopération qui, d'ailleurs, avait permis au Maroc de bénéficier de livraisons d'armes relativement avancées dont des bombardiers F16. «Les exercices ont été reportés à la demande du royaume du Maroc et il n'y a aucune autre date», a précisé hier à l'AFP un porte-parole de l'Africom, Chuck Prichard en l'occurrence.

Assimilant le projet américain à «une atteinte à la souveraineté nationale» du royaume, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, avait exprimé mardi le rejet catégorique du Maroc d'un élargissement du mandat de la mission de l'ONU au Sahara Occidental à la question des droits de l'Homme, allant jusqu'à brandir de «possibles conséquences néfastes» dans la région. Et d'appeler le Conseil de sécurité à faire preuve de sagesse.

L. H.

HP LANCE UNE NOUVEAUTÉ DÉDIÉE AUX PROFESSIONNELS

La tablette qui répond aux besoins de l'entreprise

A travers cette nouveauté, la tablette HP Elite Pad 900, la marque HP offre aux professionnels du monde du travail et de l'entreprise, au-delà du design, la mobilité et la productivité avec un niveau de sécurité très élevé et un système de protection des données des plus performants.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Pour le responsable Vente et Développement Business HP, Cherid Azaoui, qui s'exprimait hier, à l'occasion d'une conférence de presse à Alger, cette nouvelle tablette se présente comme le moyen technologique le plus approprié pour l'entreprise. C'est d'abord à travers l'intégration de Microsoft Windows 8, que cette nouveauté offre une panoplie de fonctionnalités et d'applications permet-

tant, entre autres, la fluidité de la manipulation de l'appareil et aussi le développement d'un système d'information et de sauvegarde des données de l'entreprise.

C'est ainsi, que toutes les fonctions ordinairement disponibles dans un ordinateur sont intégrées dans le HP Elite Pad. Mais le plus grand atout de cette tablette est décidément la mobilité qu'elle offre, en permettant à son utilisateur de se connecter partout.

Aussi, le HP Elite Pad 900, est doté d'une capacité de résistance à même de répondre au fameux protocole de tests Mil-Std 810 G, dont les critères sont généralement exigés par l'armée.

Selon Cherid Azaoui, la coquille de cette tablette supporte des poids et des chocs importants. De même que cette tablette dédiée surtout aux professionnels du monde du travail dispose également d'un système de sécurité et de protection des données des plus performants. En effet, en cas de perte de l'appareil, il est possible de le bloquer à distance.

Enfin, il est à signaler que HP Elite Pad comprend des

accessoires pratiques, dont un clavier intégré, des ports de connexion, un lecteur de carte SD et une inclinaison réglable, permettant son utilisation de la même manière qu'un PC portable.

Ceci, en plus d'une connexion USB et HDMI, une caméra vidéo 1080p intégrée et un appareil photo 8 mégapixels (MP), avec flash LED sur sa face arrière. Disponible dans les prochains jours chez les représentants de la marque HP en Algérie, cette tablette, selon toujours Cherid Azaoui, est cédée à un prix très compétitif par rapport à ce qu'offre actuellement le marché algérien.

M. M.

TERRORISME

15 ans de prison pour l'«émir» de l'Edough

Abdelmalek Sellami, ex-«émir» de l'Edough, a été condamné, hier mercredi, à 15 ans de prison par le tribunal criminel d'Annaba. Il avait rejoint, en 1996, à l'âge de 16 ans, les groupes terroristes, dans les maquis de Bougantas, au piémont du mont de l'Edough.

Abdelmalek Sellami, ayant aujourd'hui la trentaine, est accusé d'appartenance à un groupe terroriste armé, du meurtre avec préméditation d'une vingtaine de personnes

dont un officier de l'ANP, un maire, deux policiers, quatre gendarmes, quatre ressortissants russes, un couple et deux femmes travaillant dans une boîte de nuit.

Pour sa part, le représentant du ministère public avait requis la perpétuité. Lors du premier procès tenu à la fin de l'année 2012, A. Sellami a été condamné à deux peines capitales et à 10 ans de prison ferme.

C'était dans trois affaires distinctes dont l'une pour

atteinte à la sûreté de l'Etat. Le président du tribunal, lui, avait signifié à l'époque qu'il devait être jugé ultérieurement pour d'autres affaires.

L'arrestation de ce dange-

reux terroriste s'est opérée dans les maquis de Chetaïbi, à quelque 60 km à l'ouest de la ville de Annaba, durant le mois de juin 2012.

A. Bouacha

DÉCÈS

Les familles Bentchikou et Zehar ont l'immense douleur de faire part du décès de Mohammed-Saïd Bentchikou survenu ce jour le 17 avril 2013 à l'âge de 92 ans. L'enterrement aura lieu le jeudi 18 avril à 13h au cimetière de Aïn Taya auprès de ses proches et ses amis. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»